



MEDIAPART

SÉRIE EP. 2 GREENFAKES : LES PERMIS DE DÉTRUIRE DES
MULTINATIONALES

TotalEnergies saccage un parc naturel en Ouganda grâce à des « permis de détruire » rédigés par des cabinets d'audit

Des documents confidentiels écrits par des bureaux d'études inféodés à TotalEnergies dévoilent l'insuffisance des actions du groupe pour limiter les dommages de son mégaprojet pétrolier Tilenga, dans une zone à la biodiversité exceptionnelle. Éléphants, lions et hippopotames seront fortement impactés.

Mickaël Correia - 17 février 2025 à 12h41

Une aberration écologique. Depuis l'été 2023, TotalEnergies fore en Ouganda, à proximité du lac Albert, plus de 400 puits de pétrole, dont un tiers sont situés dans le parc national Murchison Falls, la plus grande réserve naturelle protégée du pays. Mondialement connu pour sa biodiversité exceptionnelle, le parc abrite plus de 140 espèces de mammifères sauvages (antilopes, lions, éléphants, hippopotames, girafes...), dont certaines sont menacées de disparition.

Le géant français des hydrocarbures affirme que le chantier de construction puis l'extraction de 200 000 barils de pétrole par jour ne causeront aucun dommage à l'environnement. Cette énorme infrastructure, baptisée Tilenga et discrètement soutenue par le président Emmanuel Macron, aura même « *un impact positif net sur la biodiversité* », promet TotalEnergies.

Mais deux rapports confidentiels, réalisés pour TotalEnergies par des cabinets d'audit environnemental – le français Biotope et le britannique The Biodiversity Consultancy –, montrent au contraire que les mesures prises par le pétrolier tricolore ne suffisent pas à protéger la nature dans ce territoire écologiquement ultrasensible.

Et pour cause : alors que les deux bureaux d'études sont censés travailler en toute indépendance, ils sont en réalité inféodés à TotalEnergies, qui dispose d'un droit de « validation » des actions à mener pour conserver la biodiversité et n'hésite pas à édulcorer la portée écologique de ces mesures.

C'est ce que révèle notre deuxième enquête de la série « GreenFakes », basée sur des documents confidentiels obtenus par l'ONG Climate Whistleblowers.

Contactés par Mediapart, Biotope et The Biodiversity Consultancy n'ont pas donné suite. TotalEnergies a refusé de répondre à nos questions sur les faits, mais a fait notamment valoir que les infrastructures de Tilenga « *couvrent moins de 0,03 % de la surface du parc Murchison Falls* » (*lire l'intégralité de la réponse dans les annexes de cet article*).

Des mesures écologiques gardées secrètes

Le groupe français et ses partenaires (la compagnie pétrolière nationale ougandaise et la Chinoise CNOOC) ont promis de respecter les normes de performance environnementales et sociales édictées par la Société financière internationale (SFI), filiale de la Banque mondiale, dont la très controversée norme « PS6 » (*lire le premier volet de notre série « GreenFakes »*). Elle prévoit que le projet ne doit provoquer aucune « *perte nette* » de biodiversité végétale et animale, et même un « *gain net* » des « *habitats critiques* » qui abritent des espèces menacées.

Afin de démontrer la conformité de Tilenga avec cette norme, TotalEnergies a fait réaliser une évaluation de l'impact environnemental et social (ESIA) publiée début 2019. L'objectif : identifier les impacts négatifs, puis y répondre en suivant une démarche baptisée ERC, pour « éviter, réduire, compenser ». En résumé, il s'agit de minimiser les atteintes à l'environnement, puis de compenser ailleurs les dommages qui ne peuvent être

évités.

Le manque d'ambition et les « *graves lacunes* » de cette ESIA ont été critiqués par un rapport de l'ONG E-Tech International, ainsi que par la Commission néerlandaise pour l'évaluation environnementale. Cet organisme indépendant a qualifié les mesures de protection de l'environnement de « *liste d'intentions* ». Ce qui est exact : l'ESIA indique que les mesures concrètes sont détaillées dans d'autres plans d'action, que TotalEnergies a décidé de garder secrets.

Mediapart s'est procuré deux de ces documents confidentiels. Le premier est une version non définitive du Biodiversity and Ecosystem Services Management Plan (BESMP), daté de juillet 2019. Ce plan de gestion de la biodiversité et des services écosystémiques a été réalisé par le cabinet français Biotope, et facturé 130 000 euros à TotalEnergies.

Les mesures prévues pour tenter de préserver la faune sauvage de Tilenga sont jugées trop générales et insuffisantes par plusieurs experts que nous avons interrogés. Le rapport indique qu'il faut, avant le début des travaux, « *faciliter le départ des animaux* » comme les hyènes ou les amphibiens. S'ils tombent sur des « *terriers de mammifères de taille moyenne (par exemple d'oryctéropes ou de viverridés)* », les ouvriers doivent « *encourager les individus à quitter la zone en utilisant un répulsif* ».

« *Ce type de document est un copier-coller des mesures types de réduction et d'accompagnement préconisées pour ce genre de chantier. On n'y trouve quasi aucune donnée précise* », commente un écologue qui a travaillé chez Biotope. Il souligne que le déplacement d'animaux est « *de la poudre aux yeux* », car ils « *vont aller dans un autre habitat où il y a déjà d'autres individus de leur espèce, ce qui a des impacts en termes de compétition pour les ressources, de reproduction* ». Quant à l'utilisation de répulsifs, il affirme que cette mesure n'est jamais prescrite en France.

Un chantier dangereux pour la faune sauvage

Lorsque des travaux sont entrepris à proximité de territoires peuplés d'hippopotames, le plan de gestion de la

biodiversité de Biotope pose des questions mais n'apporte aucune réponse : « *Peut-on continuer les activités ou doit-on attendre que les hippopotames s'en aillent ? Quelles sont les mesures à prendre ?* »

Il est pourtant du devoir de TotalEnergies de gérer cette espèce vulnérable dont le parc national Murchison Falls est l'un des derniers refuges en Ouganda. « *Ce sont des animaux très dangereux, et la cohabitation avec les humains est compliquée*, explique le spécialiste des hippopotames Nicolas Mathevon, chercheur à l'université Jean-Monnet Saint-Étienne (Loire). *Les hippopotames sortent de l'eau la nuit pour aller se nourrir dans des prairies, parfois situées à plusieurs kilomètres. Si les activités humaines empiètent sur cet habitat, ils seront probablement fortement perturbés.* »

Biotope, censé travailler en toute indépendance, a en réalité prêté allégeance à TotalEnergies.

Preuve que le projet a un impact délétère sur la faune, une armada de clôtures, rampes et tranchées doivent être érigées autour du chantier pour éviter l'intrusion d'animaux. Pour contrer les éléphants d'Afrique – une espèce classée « *en danger* » – le plan de gestion de la biodiversité prescrit l'installation de clôtures « *de 7 000 volts, d'environ 1,5 mètre de haut* ».

Selon Graham Kerley, directeur de recherche à l'université Nelson Mandela (Afrique du Sud), il s'agit d'infrastructures électrifiées standard pour contrôler les éléphants, mais il précise que ces clôtures « *peuvent les exclure de ressources et d'habitats essentiels, ce qui accroît la pression et le stress sur la population d'éléphants* ». Et l'ONG E-Tech International a souligné dans son rapport que les dix plateformes de forage situées dans le parc national Murchison Falls « *pourraient constituer une barrière infranchissable pour les éléphants qui cherchent à éviter le bruit et l'activité sur les sites des plateformes* ».

Biotope préconise aussi de « *mettre en place des structures de franchissement pour les animaux, telles que des ponts, des ponceaux, des passages souterrains plus importants et des passages supérieurs si nécessaire* ». Toutefois, le rapport reconnaît que cela ne suffit pas, puisque les ouvriers

doivent « *inspecter les tranchées et les excavations tous les matins pour sauver la faune piégée* ». « *Ces mesures ont finalement toujours un faible impact, c'est du "blabla" pour faire oublier que ce type de projet est synonyme de destruction de la biodiversité* », confirme à Mediapart l'ancien écologue de Biotope.

Interrogé à ce sujet, TotalEnergies affirme que « *les mesures mises en place sont validées par les autorités compétentes et font l'objet d'un suivi indépendant pour en assurer l'efficacité* ».

Le groupe français peut en tout cas se féliciter du travail de Biotope : en cas d'incidence sur la biodiversité durant le chantier, le rapport ne mentionne que rarement la suspension des travaux. Ce n'est pas vraiment un hasard. Biotope, censé travailler en toute indépendance, a en réalité prêté allégeance à TotalEnergies. Dans sa proposition commerciale que s'est procurée Mediapart, le cabinet a promis de « *travailler étroitement avec Total* ». « *À la fin de chaque étape* » de l'élaboration du rapport, « *l'intégration des commentaires du client et sa validation sont attendues* ». Dans la rubrique « *Éthique de nos rapports* », il n'y a pas un mot sur l'indépendance, seulement une obligation de « *confidentialité* ».

Un cabinet d'audit subordonné à TotalEnergies

L'influence de TotalEnergies sur les consultants qu'il emploie est confirmée par un second document confidentiel : la version de travail du rapport sur les « *meilleures pratiques en matière de gestion de l'environnement* » (Best Environmental Management Practice) du projet Tilenga, réalisé en novembre 2019 par le cabinet britannique The Biodiversity Consultancy (TBC).

Le document est constellé de commentaires de David Ochanda, chargé des questions de biodiversité pour la filiale ougandaise de TotalEnergies, qui s'emploie à édulcorer le rapport.

Les consultants de TBC écrivent par exemple que les données environnementales collectées lors de l'ESIA, l'étude d'impact rendue publique, comportent des « *lacunes* » et doivent être « *plus ciblées et actualisées* ».

Les données sont « *suffisantes* », commente sèchement David Ochanda. Il martèle aussi, à trois reprises, que le suivi des écosystèmes impactés par le projet doit être « *réaliste* ».

Au sujet de la protection des lions, l'expert biodiversité de TotalEnergies Ouganda va jusqu'à supprimer, dans le texte en cours de rédaction, le fait qu'il faut solliciter un spécialiste de l'espèce (*voir notre document ci-dessous*). « *Le fait qu'un spécialiste jouissant d'une réputation internationale ou régionale ait approuvé l'approche de suivi réduirait considérablement les risques pour Total* », plaide, en réponse, un consultant de TBC.

Le cabinet avait aussi suggéré de réaliser tous les deux ans, grâce à un dispositif de surveillance aérienne, un inventaire des populations d'éléphants, de girafes et de deux espèces d'antilopes. David Ochanga, l'homme de TotalEnergies, propose que ce soit seulement tous les trois ans. TBC accepte aussitôt d'amender sa copie.

En somme, le cabinet semble plus préoccupé par le fait de satisfaire son client que par la protection de la nature. C'est particulièrement visible dans la rubrique consacrée à la compensation des dégâts causés par Tilenga. TBC souligne qu'il faut définir le « *nombre d'hectares* » de zones humides ou de forêts que TotalEnergies doit protéger en dehors de la zone du projet, mais il n'y a aucun détail concret.

Les mesures de compensation de l'impact négatif sur les chimpanzés semblent particulièrement peu ambitieuses. La norme PS6 que TotalEnergies a promis de respecter impose un « *gain net* » pour cette espèce protégée. Or, le rapport de TBC préconise la conservation de « *plus de 400 chimpanzés* » dans la réserve de Budongo, alors même qu'elle abrite, selon les estimations actuelles, entre 400 et 800 individus (*voir notre document*). « *Cela ressemble à de la malhonnêteté*, commente l'ancien consultant de Biotope interrogé par Mediapart. *Pour atteindre un "gain net", l'objectif devrait correspondre au milieu de la fourchette statistique, soit 600 individus.* »

TotalEnergies n'a pas répondu à nos questions précises sur ce document, mais indique avoir mis en place « *un*

programme de conservation [qui] suit activement les populations de lions, d'éléphants et de chimpanzés, avec pour objectif une augmentation de 25 % des populations d'ici à 2045 ».

Une enquête de terrain, réalisée par l'ONG ougandaise Afiego avec l'appui des Amis de la Terre France, a en tout cas diagnostiqué les premiers impacts négatifs sur l'environnement des activités pétrolières de TotalEnergies dans le parc Murchison Falls.

Ce rapport, publié en septembre 2024, indique que les éléphants, perturbés par les vibrations et les bruits du chantier, « *détruisent les terres cultivées* » et auraient tué cinq personnes entre juin 2023 et avril 2024. Tandis que la pollution lumineuse de la plateforme de forage, visible jusqu'à 14 kilomètres, aurait des impacts négatifs sur les prédateurs nocturnes tels que les léopards, les lions ou les hyènes.

Qu'importent ces alertes, TotalEnergies se veut rassurant. Lors du début du projet en juillet 2023, l'impressionnante plateforme de forage qui siphonne le pétrole dans le parc Murchison Falls a été peinte en couleur beige « *pour se fondre avec les prairies de la savane environnante* ». Un coup de peinture qui dissimule mal le blanchiment des

dommages écologiques de la firme pétrolière grâce à des cabinets de conseil sous son influence.

Mickaël Correia

Si vous avez des informations à nous communiquer, vous pouvez nous contacter à l'adresse enquete@mediapart.fr. Si vous souhaitez adresser des documents en passant par une plateforme hautement sécurisée, vous pouvez passer par SecureDrop de Mediapart, la [marche à suivre est explicitée dans cette page](#).

Boîte noire

La série d'enquêtes GreenFakes a été réalisée par Mediapart, en partenariat avec les médias Mongabay et Africa Uncensored, grâce à des documents issus du cabinet français de conseil en biodiversité Biotope, obtenus par [Climate Whistleblowers](#), une ONG spécialisée dans la protection des lanceurs d'alerte dans le domaine du climat et de l'environnement.

En mars 2024, Mediapart a demandé à TotalEnergies, en vain, la consultation de la version finale Biodiversity and Ecosystem Services Management Plan du projet Tilenga.

Sollicités par Mediapart le 21 janvier 2025, Biotope et The Biodiversity Consultancy n'ont pas répondu. TotalEnergies nous a envoyé une réponse écrite, à lire intégralement dans les annexes de cet article.